

## Québec coupe les fonds pour la préservation des églises



Photo: Olivier Zuida Le Devoir « Cette décision laisse en plan des dizaines de chantiers et elle fragilise l'accompagnement d'une centaine de municipalités et d'organismes locaux cherchant à donner une nouvelle vie à leur église », constate la présidente du CA du CPRQ. Sur la photo, l'église de Rigaud.

**Jean-François Nadeau**

Publié et mis à jour le 18 juin  
Québec

Le Conseil du patrimoine religieux du Québec (CPRQ) ne pourra plus remplir l'essentiel de sa mission, faute d'argent. Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) a suspendu ses programmes d'aide en restauration et en requalification du patrimoine religieux pour lancer une « réflexion ».

Selon le ministre Mathieu Lacombe, « la stratégie actuelle n'est plus viable puisque les demandes dépassent largement notre capacité d'investissement ».

Tout en mettant à l'arrêt le financement des restaurations patrimoniales en matière religieuse, le MCC a annoncé lancer ce « chantier de réflexion » afin d'« accroître la prévisibilité des interventions de manière générale, d'adapter les critères de soutien aux projets en fonction de l'évolution de la situation et de repenser la collaboration des différents partenaires ». Cela doit se faire en accord avec le travail effectué au préalable par une ancienne haute fonctionnaire, Sylvie Barcelo.

Le gouvernement tente-t-il de faire des économies aux dépens du patrimoine québécois ? « Pas du tout », affirme Catherine Boucher, l'attachée de presse du ministre de la Culture. « C'est vraiment la solution que nous avons trouvée pour améliorer les choses. »

Selon l'attachée du ministre, mettre en pause le financement est nécessaire pour « lancer un chantier de réflexions pour optimiser les pratiques ».

## Inquiétudes

Tout en se disant ouvert à des discussions sur de nouvelles perspectives, le CPRQ déplore que Québec suspende les programmes d'aide financière en restauration et en requalification du patrimoine religieux. La présidente de son conseil d'administration, Caroline Tanguay, ne cache pas son inquiétude. « Je ne suis pas au gouvernement, mais quand on voit la situation dans les écoles et les hôpitaux, on peut se demander s'il n'y a pas là un lien. »

Est-ce que quelqu'un, d'ailleurs, songerait à suspendre l'enseignement dans les écoles et les soins dans les hôpitaux pour mieux discuter de solutions ? « Le parallèle n'est pas mauvais », croit Caroline Tanguay.

Aucun budget n'a été programmé par le ministère de la Culture en faveur des programmes d'intervention du CPRQ. « Ce qu'on comprend, c'est qu'il y aura de l'argent seulement pour des cas d'urgence, des cas où des personnes, par exemple, sont mises à risque », explique M<sup>me</sup> Tanguay. « C'est pour ça que nous avons demandé au ministère de la Culture et des Communications de préciser ses intentions. »

## À lire aussi

- [Le plus vieux couvent des Laurentides menacé de démolition](https://www.ledevoir.com/societe/transport-urbanisme/886033/plus-vieux-couvent-laurentides-menace-demolition?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra)
- [Des néo-Québécois à la rescousse du patrimoine d'ici](https://www.ledevoir.com/economie/824487/neo-quebecois-rescousse-patrimoine-ici?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra)
- [Montréal demande aux Sulpiciens de corriger leurs travaux sur le plus vieux bâtiment de la ville](https://www.ledevoir.com/culture/821872/montreal-demande-sulpiciens-corriger-travaux-plus-vieux-batiment-ville?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra)

Plusieurs acteurs du milieu du patrimoine s'inquiétaient déjà très vivement ces derniers mois, espérant que le gouvernement ne cesserait pas de soutenir directement le patrimoine religieux.

« Cette décision laisse en plan des dizaines de chantiers et elle fragilise l'accompagnement d'une centaine de municipalités et d'organismes locaux cherchant à donner une nouvelle vie à leur église », constate la présidente du conseil d'administration du CPRQ.

# Du financement déjà en baisse

Le financement gouvernemental baisse, constate par ailleurs le CPRQ, alors que les besoins augmentent.

Selon Caroline Tanguay, « à la grandeur du Québec, c'est une goutte d'eau » qui a été accordée ces dernières années. Et désormais, sans savoir pour combien de temps, ce ne sera vraisemblablement plus rien du tout, sauf de rares exceptions. En moyenne, explique M<sup>me</sup> Tanguay, les demandes annuelles sont de l'ordre de 70 millions de dollars.

Selon Jocelyn Groulx, directeur général du CPRQ, les programmes de l'organisme ont bénéficié de 25 millions de dollars de l'État pour l'année financière 2024-2025, comparativement à 35 millions pour 2023-2024. Autrement dit, le budget de l'organisme avait déjà essuyé une baisse de plus de 28 %.

Moins de la moitié des 58 projets présentés en 2024-2025 ont obtenu un financement, souvent partiel en regard des besoins. M<sup>me</sup> Tanguay précise que les communautés qui portent les projets de restauration ou de requalification de bâtiments religieux doivent investir l'équivalent de 20 à 30 % des sommes reçues sous forme de subvention.

L'architecte Daniel Durand, associé au cabinet DFS Architecture, croit que cela va « vraisemblablement ralentir les travaux » en beaucoup de lieux où il y a pourtant urgence. Il donne en exemple l'église Saint-Andrew et Saint-Paul de Montréal. « Ils comptaient demander de l'argent cette année pour préserver des vitraux d'importance. »

Pour celui qui s'occupe depuis quelques années de la restauration de l'église Notre-Dame, un des bâtiments les plus visités au Québec, « c'était déjà problématique d'avoir accès à ces fonds-là. C'était déjà très difficile. Seulement des lieux exceptionnels y avaient droit. Le moindrement que ce n'était pas d'intérêt supérieur, on n'avait rien. »

Depuis 1995, les programmes du CPRQ ont bénéficié d'un investissement public de 488 millions de dollars. Ce qui a conduit à la mise en œuvre de plus de 3500 projets de restauration et de requalification du patrimoine. L'action du CPRQ a permis de réaliser des travaux majeurs et de réduire ainsi, du moins en partie, les menaces de démolition qui pèsent sur nombre d'édifices, faute de soins, d'attention, de considération. Le CPRQ compte sur les contributions d'une centaine d'experts.

Pour Caroline Tanguay, le patrimoine religieux reste un élément central de la mémoire collective et de l'esthétique du territoire. « Sa requalification représente un levier important de développement durable, social et économique des collectivités locales. »